



Maintenant, il faut des actes !

Réunies ce jour, ensemble avec le Collectif féministe jurassien, devant le Parlement jurassien à l'occasion de la première lecture de la Loi concernant la prévention et la lutte contre la violence domestique (LVD), les Femmes socialistes jurassiennes saluent une avancée majeure. Dans le Jura, la violence domestique demeure une réalité préoccupante. Après une hausse de 60 % en 2024, avec 295 infractions, le plus fort taux de Suisse, les chiffres restent alarmants en 2025, avec 293 infractions recensées par la Police cantonale.

Derrière ces statistiques, ce sont des victimes, des familles et des enfants. En 2025, le Centre LAVI a accompagné des situations concernant 165 enfants exposés à la violence domestique. Le Ministère public a, pour sa part, traité 83 affaires de violence conjugale, dont 22 impliquaient des violences commises contre des enfants dans un contexte de violence domestique.

Face à cette réalité, le projet de loi apporte enfin une base légale claire pour renforcer la coordination des autorités et des institutions. Il prévoit notamment le développement des hébergements d'urgence, la création d'une unité de médecine des violences à l'Hôpital du Jura, le renforcement du Centre LAVI, une meilleure prise en charge des auteurs afin de prévenir les récidives, une protection accrue des enfants ainsi que des mesures de prévention, de formation et de suivi statistique.

Les FSJ saluent également une législation qui s'inscrit dans la continuité des avancées réalisées en Suisse ces dernières années en matière de protection des victimes et de reconnaissance du principe du consentement.

Le vote intervenu aujourd'hui constitue un signal positif. Mais une loi ne suffit pas. Les moyens financiers, humains et organisationnels devront être mis en œuvre rapidement afin que ces mesures produisent des effets concrets.

Les Femmes socialistes jurassiennes suivront attentivement la suite des travaux parlementaires. Face à l'ampleur des violences domestiques, le Jura ne peut plus se contenter de déclarations d'intention : maintenant, il faut des actes.

Armelle, Brigitte, Lydia et Malika, pour les Femmes socialistes jurassiennes.